REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

JUGEMENT
COMMERCIAL N°30
Du 21/02/2017

CONTRADICTOIRE

**EL HADJ SALOU
DAOUDA**

C/

**La BANQUE
COMMERCIALE DU
NIGER**

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 21 FEVRIER
2017

Le Tribunal de Commerce de Niamey en son audience publique ordinaire du Vingt-un Février Deux mil Dix Sept, statuant en matière commerciale tenue par Monsieur : **ZAKARIAOU SEIBOU DAOUDA, Président**; en présence de **YACOUBA DAN MARADI ET ARAOYE HYACINTHE, Membres**; avec l'assistance de **Madame BEIDOU AWA BOUBACAR, Greffière**, a rendu le jugement dont la teneur suit :

ENTRE

EL HADJ SALOU DAOUDA, né vers 1951 à Firikoira/Kokorou/Téra/Tillabéry, commerçant de nationalité nigérienne, domicilié à Niamey, assisté de Maître MAZET PATRICK, Avocat à la Cour, B.P 20 Niamey, en l'étude duquel domicile est élu pour la présente procédure ;

DEMANDEUR ;

D'UNE PART ;

ET

LA BANQUE COMMERCIALE DU NIGER (BCN), Société Anonyme dont le siège social est à Niamey, Rue du Combattant, B.P 11363, Tél. 20.73.39.14/15, Fax : 20.75.21.01, RCCM : NI-NIM-2003-B1013, représentée son Directeur Général KHALED FHAITOUR, assisté de Me Idrissa TCHERNAKA, Avocat associé à la SCPA LBTI ;

DEFENDERESSE ;

D'AUTRE PART

LE TRIBUNAL

Attendu que par exploit de Maître GANDA GABDAKOYE HASSANE, Huissier de Justice à Niamey en date du 14

novembre 2016, EL HADJ SALOU DAOUDA, né vers 1951 à Firikoira/Kokorou/Téra/Tillabéry, commerçant de nationalité nigérienne, domicilié à Niamey, assisté de Maître MAZET PATRICK, Avocat à la Cour, B.P 20 Niamey, en l'étude duquel domicile est élu pour la présente procédure, a assigné la BANQUE COMMERCIALE DU NIGER (BCN), Société Anonyme dont le siège social est à Niamey, Rue du Combattant, B.P 11363, Tél. 20.73.39.14/15, Fax : 20.75.21.01, RCCM : NI-NIM-2003-B1013, représentée son Directeur Général KHALED FHAITOUR, assisté de Me Idrissa TCHERNAKA, Avocat associé à la SCPA LBTI devant le tribunal de de commerce de Niamey à l'effet de s'entendre:

- *Déclarer responsable pour ses manquements imputables à ses négligences coupables ;*
- *La condamner à lui payer la somme de 110.565.522 FCFA en plus de Six cents millions (600.000.000) FCFA à titre de dommages et intérêts ;*
- *Ordonner l'exécution de la décision à intervenir nonobstant toutes voies de recours ;*
- *La condamner aux dépens ;*

EXPOSE DU LITIGE :

FAITS ET PROCEDURE :

Il résulte des pièces de la procédure que SALOU DAOUDA commerçant e son état est titulaire d'un compte N° 1060 ouvert dans les livres de la BANQUE COMMERCIALE DU NIGER depuis plusieurs années ;

SALOU DAOUDA a bénéficié de multiples facilités de la BCN pour le règlement desquels, les parties se sont, le 09 février 2015, retrouvées devant le Président du Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey pour signer de procès-verbal de conciliation dans lequel SALOU DAOUDA reconnaissait devoir à celle-ci la somme de 35.623.357 F CFA ;

Cette conciliation a été précédée d'un protocole d'accord du 20 mai 2011 où le requérant reconnaît devoir à la BCN la somme de 31.747.957 F CFA ;

PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES :

A l'appui de son action, SALOU DAOUDA que depuis l'ouverture de son compte, étant l'un de ses premiers clients, il a toujours entretenu de bonnes relations avec la BCN jusqu'en 2009 où il a constaté plusieurs anomalies sur son compte N° 025110501060 consistant en des opérations injustement passées ;

Il fait remarquer que la première anomalie concerne des BONS DE TRESOR en garantie de 20.000.000 F CFA qui ont été déposés auprès de la banque et sans que celle-ci ne le porte au crédit de son compte 1060, la banque s'est permise d'y prélever des intérêts à hauteur de 22.799.069 F CFA à la date du 30/06/2009 ;

C'est la raison pour laquelle il dit ne pas reconnaître non seulement ce supposé débit encore moins un intérêt sur une prétendue commission sur bons de trésor ;

Deuxièmement, il indique avoir remarqué dans le relevé de compte du 23/05/2011 une rubrique intitulé « Décaissement Prêt d'un montant de 31.747.957 FCFA dont de intérêts d'un montant de 107.451 ont été calculés, selon ses dires, il ne se souvient pas avoir contracté un tel prêt qui ne peut qu'être fictif assimilable alors à un vol ;

Troisièmement, il dit que le 27/12/2012, il a été constaté au niveau de la rubrique « Transfert Encours Prêt et traites impayés» qu'un montant de 22.929.077 F CFA a été injustement porté alors même la base de ce report c'est-à-dire la somme de 31.747.957 FCFA n'est pas justifiée et que la banque aurait dû, selon lui, transférer ces encours en créances douteuse ;

Au lieu de cela, poursuit-il, il s'est retrouvé avec un solde anormalement débiteur de 35.623.357 F CFA alors qu'en considérant le règlement de tous les autre débits, le solde ne pouvait pas être débiteur ;

Il conclut en soutenant que la banque lui a octroyé un crédit à son insu pour un montant de 32.511.507 F CFA alors que dans ce cas, ce crédit permettrait de racheter la créance douteuse, qui elle-même est douteuse à ses yeux ;

Pour toutes ces raisons, SALOU DAOUDA réclame qu'il lui soit versée 110.565.522 F CFA représentant le montant total

de ces malversations qu'il dit avoir signalée à la banque par courrier du 29 août 2016 ;

Pour demander de retenir la responsabilité de la BCN, le demandeur se fonde sur le moyen de l'article 1383 du Code Civil en estimant qu'il est de jurisprudence constante que la responsabilité du banquier doit être engagée toutes les fois dans tout litige et contentieux bancaire dès lors qu'il commet des manquements relatifs au droit au compte et aux relations avec le client ;

Qu'en espèce selon lui, ces anomalies consistent en des opérations injustement passées sur son compte constitutif de manquements et engageant sa responsabilité ;

Il demande en plus qu'il lui soit octroyé la somme de 600.000.000 F CF A à titre de dommages et intérêts pour dommages réels et certains à cause ces opérations injustement passées sur son compte ;

Il produit à cet effet:

- un extrait de compte présentant le solde du compte N° 025110501060 du 11/12/2001 au 25/03/2015 retraçant l'ensemble des opérations passées sur ledit compte jusqu'à cette date ;
- une demande de redressement de compte du 29 août 2016 qu'il a adressé à Monsieur le Directeur Général de la BCN ;

Dans ses conclusions d'instance en date du 22 décembre 2017, la BCN, par la voie de son conseil, après un appel des faits où elle explique que tous les incidents qui ont pu affecter à un moment donné les relations de la banque avec SALOU DAOUDA, son client depuis 1978, ont fait l'objet d'accords ou règlement amiable, déclare, au fond, que tous les montants des prélèvements effectués sur le compte de ce dernier ont préalablement fait l'objet de discussion libre et d'un accord laissant trace ;

Par rapport au calcul de intérêts débiteurs à partir de 2009, qui constitue, selon elle, le point de polémique, la BCN estime qu'il est de jurisprudence constante et de doctrine que « quelle que soit la technique de crédit utilisée, le découvert bancaire ne fait pas exception à la règle » et que c'est seulement en l'absence d'un taux conventionnel qu'un

taux légal peut rétroactivement s'appliquer à tous les découverts en obligeant éventuellement la banque à rembourser le trop perçu ;

Mieux, ajout- elle, il ressort de plusieurs écrits notamment un courrier de SALOU DAOUDA en date du 16 avril 2010 que la question du calcul des intérêts a fait l'objet de négociations et discussions préalables au cours des années antérieures ;

Aussi, selon la BCN, pour mettre définitivement fin au problème, SALOU DAOUDA a signé des accords et compromis avantageux avec elle et ce, à ses propres demandes et dont les documents sont signés de lui-même ;

Elle soutient que SALOU DAOUDA omet, par mauvaise foi, de préciser qu'il a déjà attiré la BCN devant le TGI/HC/N par où, s'agissant des BONS DE TRESOR, il se plaint de ce qu' « au lieu de lui consentir un découvert ou faire connaître les raisons qui l'en empêchent, la BCN s'est bornée à compenser les bons de trésor encaissés avec les intérêts débiteurs du compte et les frais et commissions relatifs à la tenue du compte qui ne cessent de s'accumuler chaque mois depuis 1996 » et considère que son compte qui est débiteur de seulement 1.855.114 F CFA lors de la constitution des garanties est passé à 31.747.957 F CFA alors même que les supposés manquements qu'il dit avoir constaté à partir de 2009 ont été pris en compte par les accords ultérieurs ;

La BCN explique sans réserve qu'il existe entre SALOU DAOUDA et elle successivement :

- un procès-verbal de conciliation judiciaire en date du 09 février 2015 qui a valeur de décision judiciaire par lequel SALOU DAOUD reconnaît devoir la somme de 35.623.357 F CFA qui purge toute forme d'anomalies liées à ce montant pour le règlement duquel il a expressément proposé, le 08 janvier 2015, à la banque une cession de créance sur une partie du personnel du Grand Hôtel et qui est en cours d'exécution ;
- un protocole d'accord en date du 20 mai 2011 en vertu duquel, le requérant a expressément reconnu devoir à la BCN une dette de 31.747.957 F CFA qui

a régulièrement fait l'objet d'un contrat de prêt dument signé entre les parties ;

La défenderesse estime, par ailleurs n'avoir commis aucune faute pouvant conduire à une quelconque responsabilité de sa part car, considère-t-elle que non seulement tous les actes qui ont été posés sont intervenus à la demande de SALOU DAOUDA qui, en homme d'affaires averti, connaissant les pratiques bancaires, par des petites lettres sollicite des arrangements, des compromis et des faveurs à la banque qui les lui consent à chaque fois;

Enfin, la BCN demande au tribunal de constater qu'il y a autorité de la chose jugée pour l'ensemble des demandes de SALOU DAOUDA comme ayant fait l'objet de conciliation judiciaire constatée selon Procès-verbal N° 012 en date du 09 février 2015 soutenu par autres reconnaissances de dettes et accords signés des parties et faire application de l'article 1134 du Code Civil ;

Pour toutes ces raisons, la BCN demande principalement de déclarer irrecevable l'action de SALOU DAOUDA et subsidiairement de constater le manque de fondement de l'action et le débouter de toutes ses demandes fins et conclusions ;

La BANQUE COMMERCIALE DU NIGER produit, à l'appui de ses prétentions :

- un procès-verbal de conciliation judiciaire en date du 09/02/2015 portant sur la somme de 35.623.357 F CFA ;
- un protocole d'accord de reconnaissance de dette en date du 20/05/2011 portant sur la somme de 31.747.957 F CFA
- Un contrat de prêt en date du 20/05/2011 portant sur la somme de 31.747.957 F CFA entre SALOU DAOUDA et la BCN avec 0% de taux d'intérêt ;
- un document intitulé CESSION DE CREANCE en date du 08/01/2015 entre SALOU DAOUDA et la BCN portant sur la somme de 35.623.357 F CFA ;
- une notification d'accord de découvert portant sur 10.000.000 F CFA au taux d'intérêt de 13,50% en date du 25 mai 2011 et d'une inscription hypothécaire de 40.000.000 F CFA ;

- une lettre d'accord pour le découvert de 10.000.000 F CFA au taux d'intérêt de 13,50% et d'une inscription hypothécaire de 40.000.000 F CFA
- une demande de facilité bancaire en date du 02/02/2012 portant sur 10.000.000. F CFA ;
- une convention de découvert en date du 26/05.2011 portant sur la somme de 10.000.000 FCFA ;
- une demande de découvert en date du 10 mai 2011 portant sur la somme de 30.000.000.F CFA ;
- une demande de découvert en date du 17 juillet 2012 portant sur la somme de 31.000.000 F CFA ;
- une demande de mobilisation des engagements de SALOU DAOUDA en date du 17/11/2014 ;
- une demande de mobilisation des engagements (agios) de SALOU DAOUDA en date du 17/05/2011 portant sur la somme de 31.747.957 F CFA ;
- une assignation en date de 27 août 2010 par laquelle SALOU DAOUDA attrait la BCN devant le tribunal de Niamey concernant les bons de trésor de 20.000.000 F CFA ;
- des notifications pour régularisation de situation de compte ;
- des tableaux de calcul d'intérêts sur le compte débiteur de SALOU DAOUDA pour les années 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008 et janvier 2009 ;
- une situation des engagements au 18/08/2014 dont le montant est de 35.623.357 F CFA ;
- un décompte des bons de trésor de SALOU DAOUDA au 30/04/2009 ;
- un document intitulé « ECRITURES DIVERSES » en date du 30.06.2009 concernant les intérêts prélevés sur compte de bon de trésor dont le débit pour le cas de SALOU DAOUDA est de 22.799.069 F CFA ;
- une lettre de demande d'explication émanant de SALOU DAOUDA en date du 16.04.2010 concernant les bons de trésor de 20.000.000 F CFA ;
- un contrat d'affectation hypothécaire en date du 07/06/2011 concernant un prêt de 8.000.000 F CFA ;

En réplique, SALOU DAOUDA estime que le défendeur n'a apporté aucune réponse technique tendant à anéantir les arguments du demandeur ni sur la gestion du compte courant notamment par rapport à l'intérêt prélevé sur les bons de trésor de 22.799.069 F CFA, ni de la situation du

prêt fictif de 31.747.957 F CFA qu'il estime injustement porté sur le compte, encore moins concernant le déclassement de la somme de 35.623.657 F CFA en créance douteuse et que des régularisations doivent être faites par la banque pour assainir le compte ;

sur ce,

EN LA FORME :

Attendu que l'action SALOU DAOUDA a été introduite dans les formes prescrites par la loi, il y a lieu de la recevoir ;

Attendu que SALOU DAOUDA et la BANQUE COMMERCIALE DU NIGER ont comparu à toutes les étapes de la procédure ;

Qu'il y a lieu de statuer contradictoirement à leur égard ;

Attendu que le montant des demandes dépasse 100.000.000 F CFA ;

Qu'il y a lieu de statuer en premier ressort ;

AU FOND

SUR L'AUTORITE DE LA CHOSE JUGEE

Attendu que concernant le montant de 35.623.657 F CFA, SALOU DAOUDA estime qu'il devrait être porté en créance douteuse ;

Attendu que la BCN demande, sur ce point, au tribunal de constater qu'il y a autorité de la chose jugée pour l'ensemble des demandes de SALOU DAOUDA comme ayant fait l'objet de conciliation judiciaire constatée selon Procès-verbal N° 012 en date du 09 février 2015

Attendu qu'il résulte des pièces du dossier qu'une conciliation judiciaire a été effectivement obtenues entre le demandeur SALOU DAOUDA et la BCN en dates du 20 mai 2011 et 09 février 2015 portant sur 35.623.357 F CFA ;

Qu'à travers cette conciliation, obtenues devant le président du tribunal de grande instance de Niamey suivant assignation de SALOU DAOUDA en date du 27 août 2010 et matérialisée par un procès-verbal signé de toutes les

parties, il est fait mention de la reconnaissance du demandeur devoir ledit montant à la BCN ;

Attendu que la loi confère à cette conciliation judiciaire, qui est du reste reconnu par SALOU DAOUDA, la valeur de décision de justice ;

Qu'il convient dès lors de constater qu'il y a chose jugée sur ce point;

SUR LA RESPONSABILITE DE LA BCN PAR RAPPORT AUX AUTRES MONTANTS

Attendu que tout le reste du débat porte sur les montants de la gestion du compte courant notamment par rapport au calcul des taux d'intérêts ;

Attendu que SALOU DAOUDA estime qu'il ne se souvient pas avoir contracté un prêt de 31.747.957 F CFA qu'il qualifie de fictif FCFA et dont des intérêts d'un montant de 107.451 ont été calculés, ;

Qu'il soutient que ledit montant qualifié de prêt est injustement porté sur le compte et qu'en le déclassant du compte, et en considérant le règlement de tous les autres débits, le solde de son compte ne pouvait pas être débiteur ;

Attendu que la BCN soutient que la somme de 31.747.957 F CFA que SALOU DAOUDA estime injustement porté sur son compte a fait l'objet de reconnaissance de dettes et accords signés des parties et faire application de l'article 1134 du Code Civil ;

Attendu qu'il est versé au dossier un document intitulé protocole d'accord entre la BCN et SALOU DAOUDA en date du 20 mai 2011 enregistré le 10 juin 2011 dans laquelle ce dernier reconnaît devoir à celle-là la somme de 31.747.957 F CFA qu'il s'est engagé à payer jusqu'au 31 août 2014 ;

Que dans ces conditions et au regard de l'article 1134 du Code Civil, il convient de débouter le requérant de cette demande ;

Attendu qu'aux termes de l'article 1134 du Code Civil : « *Les conventions légalement formées tiennent de loi à ceux qui les ont faites.*

Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel, ou pour les causes que la loi autorise. » ;

Attendu que cette reconnaissance de dette faite depuis près de 6 ans alors qu'elle a été enregistrée ne saurait être écartées et trouve toute sa valeur probante ;

Attendu que nulle part dans la procédure, SALOU DAOUDA n'a ni contesté l'existence dudit protocole encore moins ne l'a dénoncée par les voies de droit ;

Qu'il n'a pas été rapporté que ce document a été signé ni sous la contrainte encore moins sur méconnaissance de du demandeur ;

Que le simple fait de dire que celui-ci est inopérant tant il était, sans qu'il ne le conteste, en relation d'affaires avec la banque depuis plusieurs années et a pu, de ce fait bénéficier de plusieurs concours pour la poursuite de ses activités commerciales ;

Que dès cet instant, cela confère audit protocole toute sa valeur juridique et prouve à suffisance la réalité du montant qui lui est porté c'est-à-dire la somme de 31.747.957 F CFA dont SALOU DAOUDA est redevable de la BCN ;

Attendu que SALOU DAOUDA soutient pour ce qui est des bons de trésor notamment par rapport à l'intérêt prélevé de 22.799.069 F CFA qu'au lieu que ceux-ci soient portés en crédit de son compte du client, l'ont été en débit de son compte alors que la banque ne lui a rien donné ;

Qu'il estime que cette situation est due au fait que la banque, considérant qu'il est illettré, profite pour passer injustement des opérations qu'il ne parvenait pas à détecter sur son compte à son insu, ce qui est, à ses yeux, constitutif de manquements qui doit engager la responsabilité de la banque ;

Mais attendu qu'il y a lieu de faire remarquer qu'il y a plein de contradictions dans les propos de SALOU DAOUDA en ce sens qu'en même temps qu'il conteste les montants, SALOU DAOUDA conteste également la base de calcul des intérêts pratiqués sur ces mêmes montants qu'il dit ne pas reconnaître ;

Qu'il reconnait, cependant, à la barre du tribunal avoir reçu au titre de ces bons de trésor des sommes en compte-gouttes de 2.000.000, 3.000.000 F CFA sans en donner le montant exact qu'il a réellement reçu en contrepartie de ce dépôt, ce qui renforce la contradiction et l'élan de mauvaise foi ;

Qu'au delà de ces contradictions flagrantes, il ressort de la lecture des relevés bancaires que plusieurs retraits ont été faits par le demandeur ;

Que ces retraits sont, pour la plus part des montants importants, l'objets de conventions de prêt et bien d'autres lettres de demande de prêt et de restructuration de compte non contestées par le demandeur ;

Que cela se démontre aisément par les différents documents versés dans la procédure ;

Qu'en plus SALOU DAOUDA qui conteste les bases de calcul des intérêts ne démontre pas, en sa qualité de demandeur, en quoi ces bases de calculs sont fausses alors que les différents relevés bancaires démontrent que celui-ci a bénéficié de plusieurs concours, et facilités de caisses ;

Qu'ainsi, et comme le dit ci-bien la défenderesse, en homme d'affaires averti, connaissant les pratiques bancaires, SALOU DAOUDA parvenait, par des petites lettres, à obtenir des arrangements, des compromis et des faveurs à la banque qui les lui consent à chaque fois ;

Qu'en préférant simplement avancer que la banque a profité à chaque fois de son illettrisme pour faire des opérations sur son compte, ce qui est sommes toutes fallacieux et peu convaincants, SALOU DAOUDA tente clairement mais simplement de provoquer du tribunal une solidarité à son égard ;

Que dans ces conditions, la banque n'a en rien commis une faute pouvant mettre sa responsabilité en cause non seulement pour réparation au principal mais aussi pour des dommages et intérêts ;

Qu'il y a dès lors lieu de débouter SALOU DAOUDA de l'ensemble de ses demandes comme mal fondées ;

SUR LES DEPENS

Attendu que SALOU DAOUDA ayant succombé doit être condamnée aux dépens ;

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement contradictoirement à l'égard de toutes les parties, en matière commerciale et en premier ressort ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

En la forme :

- **Reçoit l'action de SALOU DAOUDA comme introduite conformément à la loi ;**

Au fond :

- **Dit qu'il y a autorité de la chose jugée pour ce qui concerne la somme de 35.623.357 FCFA réclamée par SALOU DAOUDA pour avoir fait l'objet d'une conciliation judiciaire en date du 09 février 2015 ;**
- **Le déboute du reste de ses demandes comme mal fondée ;**
- **Condamne SALOU DAOUDA aux dépens ;**
- **Notifie aux parties qu'elles disposent de 10 jours pour interjeter appel de la présente décision à compter de sa notification par dépôt de requête d'appel au greffe du tribunal de commerce de Niamey.**

Ont signé le Président et le Greffier, les jours, mois et an que suivent.

Suivent les signatures.